Le Conseil,

Vu le rapport du 8 janvier 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Une quantité importante de textes, dont le code des marchés publics est le substrat, régit la passation des marchés publics. L'esprit de ces textes s'inscrit dans le double souci d'assurer le libre jeu de la concurrence et l'égalité des chances des candidats aux marchés publics, et d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix tout en présentant une juste rémunération de la prestation.

Dans ce cadre de référence, il est reconnu que l'attribution des marchés à des prix anormalement bas a des effets néfastes pour les maîtres d'ouvrage publics comme pour les entreprises de bâtiment et de travaux publics :

- mauvaise qualité des travaux,
- multiplication des sources de litiges,
- dérive des coûts lors de l'exécution des travaux,
- abandons de chantiers,
- non-respect des règles de sécurité,
- emploi de travailleurs en situation illégale,
- pratiques abusives en matière de sous-traitance.

De fait, la communauté urbaine de Lyon, à l'instar d'autres maîtres d'ouvrage publics du département du Rhône (conseil général du Rhône, ville de Lyon) propose, à l'initiative de monsieur le préfet du Rhône, de signer avec le syndicat général des entrepreneurs des bâtiments et travaux publics du département du Rhône (BTP Rhône) une charte dite "du mieux-disant". Ainsi, la Communauté urbaine confirmerait dans ses appels d'offres, sa volonté :

- d'éliminer, après détection, les offres anormalement basses non dûment justifiées par leurs auteurs,
- de consacrer le choix des offres les mieux-disantes.

Le BTP Rhône, pour sa part, s'engagerait à promouvoir auprès de ses adhérents la formation et l'information sur la réglementation des marchés, de sorte à sensibiliser la profession à l'importance de l'équation qualité technique-prix.

La charte ne prévoit aucun engagement financier. Sa durée sera fixée à un an, renouvelable par tacite reconduction à défaut de manifestation de volonté contraire des signataires.

Une commission de suivi sera mise en place pour analyser, au moins une fois par an, les conditions d'application de la charte. Cette dernière pourra être modifiée en fonction de l'évolution prochaine du code des marchés publics. Elle pourra être étendue à d'autres signataires ;

B - Propose de l'autoriser à signer avec monsieur le préfet du Rhône et le BTP Rhône, la charte dite "du mieux-disant" ainsi qu'elle a été exposée ci-avant ;

Vu le présent dossier ;

Ouï l'avis de sa commission domaine et administration générale ;

DELIBERE

Autorise monsieur le président à signer avec monsieur le préfet du Rhône et le BTP Rhône, la charte dite "du mieux-disant" ainsi qu'elle a été exposée ci-avant.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,